

**DYNAMIQUES DE GOUVERNANCE SECURITAIRE LOCALE
FACE A LA CRIMINALITE URBAINE ORGANISEE :
UNE ÉTUDE DES MEURTRES DANS LA VILLE DE BUKAVU**

**LOCAL SECURITY GOVERNANCE DYNAMICS
IN THE FACE OF ORGANISED URBAN CRIME:
AN ANALYSIS OF HOMICIDES IN BUKAVU**

Adriano Mukethembo Addy-sancez¹

© STUDIA UBB. EUROPAEA. Published by Babeş-Bolyai University.



This work is licensed under a Creative Commons Attribution-NonCommercial-NoDerivatives 4.0 International License

DOI: 10.24193/subbeuropaea.2026.1.01

Published Online: 2026-06-22

Published Print: 2026-06-30

Abstract: *This article examines organized urban crime in Bukavu, focusing on murders (2018–2024), highlighting the role of institutional fragmentation, poverty, and unemployment in exacerbating insecurity. It sheds light on the involvement of marginalized youth and armed actors from security forces, while victims are often drawn from the economic and social elites. The analysis reveals the ineffectiveness of repressive responses, weakened by corruption and impunity, and emphasizes the need for inclusive and participatory governance. The originality of this work lies in an integrated political science approach linking security, governance, and development, in order to propose strategies adapted to the local context and capable of restoring the social contract between the State and its citizens.*

Keywords: *Security governance, organized urban crime, institutional fragmentation, criminogenic factors, participatory security.*

Introduction

La République Démocratique du Congo (RDC) illustre une dualité critique entre potentialités et crises persistantes, notamment dans le domaine de la sécurité urbaine. Dans ce contexte, la ville de Bukavu, située dans une

¹ Associate Lecturer, Department of Public Law, Kaziba University (Sud-Kivu, DR Congo).
E-mail : adrianomukethemebo@gmail.com.

région à l'intersection de défis socio-économiques et de tensions géopolitiques, est en proie à une criminalité organisée croissante, avec une prévalence notable des meurtres. Cela étant, ce climat d'insécurité met en exergue les limites de la gouvernance sécuritaire locale, exacerbées par des faiblesses institutionnelles structurelles, un chômage élevé, et la fragmentation sociale. De plus, cette réalité, qui fragilise le lien entre l'État et ses citoyens, appelle une réflexion profonde et systématique pour comprendre et résoudre ces défis.

C'est pourquoi, l'intérêt de cette étude réside dans la nécessité d'explorer la relation entre la gouvernance sécuritaire locale et la criminalité urbaine organisée à Bukavu. Contrairement à des approches plus générales, cette recherche se focalise spécifiquement sur les meurtres, en adoptant une perspective politologique et criminologique. Ainsi, la ville de Bukavu offre un terrain d'étude emblématique pour examiner comment la fragmentation institutionnelle, les défaillances dans les mécanismes de prévention, et les dynamiques sociales contribuent à la persistance de ces crimes.

Cette analyse est partie de ce questionnement :

1. Premièrement, quelles interactions structurelles et conjoncturelles expliquent la persistance de la criminalité urbaine organisée, en particulier les meurtres, dans la ville de Bukavu ?
2. Deuxièmement, quels sont les profils sociologiques et institutionnels des auteurs et des victimes de ces meurtres ?
3. Troisièmement, comment la gouvernance sécuritaire locale structuret-elle les réponses étatiques et communautaires face à cette criminalité ?
4. Enfin, quels mécanismes institutionnels, socio-économiques et communautaires pourraient améliorer la résilience sécuritaire et réduire durablement les meurtres dans cette ville ?

De manière générale, les hypothèses sous-tendant cette étude postulent :

1. Tout d'abord, la fragmentation institutionnelle au sein des dispositifs sécuritaires accentuerait la vulnérabilité de Bukavu face aux crimes violents, notamment les meurtres.

2. Ensuite, les profils des auteurs incluraient majoritairement des jeunes marginalisés, des démobilisés, et des acteurs institutionnels corrompus, opérant selon des modes organisés et opportunistes.
3. Par ailleurs, l'inefficacité des réponses sécuritaires actuelles résulterait d'une faible coordination des ressources, d'un manque de professionnalisme des forces de l'ordre, et d'une exclusion des communautés locales dans les stratégies de prévention.
4. Enfin, une gouvernance inclusive, associant acteurs publics, communautés locales et organisations externes, constituerait une solution pragmatique pour restaurer la confiance et stabiliser les zones à haut risque.

La structure de cet article s'articule autour de trois axes principaux afin de répondre aux interrogations formulées dans l'introduction. La première partie propose une revue de la littérature et un cadre théorique, établissant les bases conceptuelles nécessaires à l'analyse des dynamiques sécuritaires et des mécanismes criminogènes liés aux meurtres urbains à Bukavu. La deuxième partie se concentre sur la méthodologie adoptée et l'analyse des données empiriques, explorant les facteurs explicatifs de la criminalité à travers des perspectives socio-économiques, institutionnelles et psycho-sociales. Enfin, la troisième partie discute les résultats obtenus, tout en formulant des recommandations stratégiques visant à renforcer la gouvernance sécuritaire et à concevoir des approches intégrées pour prévenir durablement ces crimes.

Revue de la littérature

La question de la criminalité urbaine organisée en Afrique, et plus spécifiquement en République Démocratique du Congo, est l'objet de réflexions nombreuses et variées. À travers un prisme historique, politique et criminologique, de nombreux chercheurs et experts se sont penchés sur ce phénomène, apportant des éclairages complémentaires mais laissant encore un espace pour des approches originales.²

² Pour le cadre général, voir aussi : Dominique Kenge Mukinayi, Sergiu Mișcoiu, « Rétroactes sur le conflit congolais (RDC) et regards sur ses causes », dans *Studia Universitatis Babeș-Bolyai. Studia Europaea*, no. 2, 2020, pp. 105-132 ; Andreea Bianca Urs, Sergiu Mișcoiu, « De la continuité à la rupture : une analyse discursive de la présidence de Félix Tshisekedi (RDC) », dans Sergiu Mișcoiu, Delia Pop-Flanța (dir.), *Communication de crise et résolution des conflits en Afrique francophone*, Cluj-Napoca: Casa Cărții de Știință, 2021, pp. 11-28.

Dans cette perspective, Désiré Karume Lugerero,³ dans son étude, met en exergue les facteurs criminogènes qui prolifèrent à Bukavu, parmi lesquels l'absence de dispositifs de sécurité adaptés, la prolifération des armes légères ou encore l'obscurité structurelle des quartiers urbains. Toutefois, son analyse, bien qu'approfondie, englobe une large palette de formes criminelles, délaissant une focalisation spécifique sur les meurtres et leur relation avec la gouvernance locale. À cet égard, l'angle adopté par la présente étude, qui s'intéresse exclusivement aux meurtres en milieu urbain, marque un pas vers une spécialisation et une profondeur analytique.

En Ituri, Gboro, Kisembo et Maliaka⁴ dévoilent les failles sécuritaires dans les zones rurales où sévit une violence endémique alimentée par des milices armées et des dysfonctionnements étatiques. Leur travail met en lumière des dynamiques sécuritaires locales certes pertinentes, mais éloignées des particularités urbaines de Bukavu. Ce contraste souligne l'originalité de notre analyse qui, bien qu'inspirée par ces travaux, redéfinit l'échelle en se concentrant sur les espaces urbains et les stratégies spécifiques de gouvernance sécuritaire.

De son côté, Michel Thill⁵ observe la criminalité urbaine de Bukavu à travers la réduction des vols à main armée grâce à des initiatives citoyennes telles que la justice populaire. Bien que ces mesures aient eu un effet positif à court terme, il pointe leurs dérives, notamment la création de nouvelles tensions entre civils et autorités. L'approche qu'il développe n'aborde pas directement les meurtres, offrant ainsi à cette recherche une opportunité d'approfondir ces failles spécifiques.

De Kinshasa à Bukavu, la réflexion de Marc-André Lagrange et Thierry Vircoulon⁶ sur les gangs urbains tels que les Kuluna des dynamiques similaires mais dans un contexte socio-politique distinct. Leurs analyses,

³ Dieudonné Karume Lugerero, « Police scientifique et enquêtes criminelles dans un contexte d'insécurité urbaine dans une ville de la République Démocratique du Congo », dans *Revue internationale de criminologie et de police technique et scientifique*, no. 4, 2021, pp. 17-34.

⁴ Jean Tsumbu Gboro, Augustin Kisembo Bitamara et Touré Maliaka Sefu, « Gouvernance territoriale à l'épreuve des violences des groupes armés dans la province de l'Ituri-République Démocratique du Congo », Octobre 2021.

⁵ Marc Thill, « Un système d'insécurité : comprendre la violence et la criminalité urbaine à Bukavu », Londres : Rift Valley Institute, 2019, pp. 17-59.

⁶ Marie Lagrange et Thierry Vircoulon, *Criminels ou justiciers ? Les Kuluna, gangs de République Démocratique du Congo*, Genève : Global Initiative, mai 2021, pp. 3-15.

ancrées dans la capitale congolaise, insistent sur les liens entre défaillances étatiques et prolifération des groupes criminels. Ces conclusions, transposées à Bukavu, enrichissent le cadre interprétatif, tout en laissant à cette étude l'opportunité de préciser les spécificités liées à l'environnement institutionnel et géographique de cette ville.

Enfin, la sociologue Judith Verweijen⁷ propose une lecture des violences urbaines à travers des concepts tels que l'acceptabilité et l'accessibilité de la violence dans l'est du Congo. Si elle montre que ces mécanismes structurent la criminalité urbaine, elle ne s'attarde pas sur les types précis de crimes ni sur les réponses institutionnelles aux meurtres. L'étude actuelle comble ainsi une lacune en intégrant une double lecture : l'étiologie des meurtres et l'évaluation critique des dispositifs sécuritaires.

En résumé, cette revue de la littérature met en évidence la richesse et la diversité des contributions passées tout en valorisant l'originalité de cette étude. En resserrant l'analyse sur les meurtres à Bukavu et en évaluant les réponses de gouvernance locale, elle s'inscrit dans un cadre novateur, à la croisée des approches criminologiques et politologiques. Une démarche qui ambitionne non seulement de comprendre mais aussi d'agir sur cette forme singulière de criminalité urbaine.

Méthodologie

Cette étude repose sur une **approche systémique**, intégrant des **méthodes qualitatives et quantitatives** pour appréhender la gouvernance sécuritaire à Bukavu sous un angle global et interconnecté.

1. Fondements méthodologiques

L'articulation des approches qualitatives et quantitatives permet une compréhension multidimensionnelle du phénomène sécuritaire :⁸

L'approche qualitative permet une analyse approfondie des perceptions et attitudes des acteurs clés. L'usage d'entretiens semi-directifs et l'observation directe permettent d'identifier les logiques sous-jacentes aux décisions sécuritaires et d'évaluer leur réception auprès des communautés.

⁷ Judith Verweijen, « Villes violentes, société violente : analyser la violence urbaine dans l'Est du Congo », Londres : Rift Valley Institute, 2019, pp. 19-65.

⁸ Essia Asia, *Manuel de méthodologie en recherche en sciences sociales*, Kisangani : Presses Universitaires de Kisangani, 2012.

L'approche quantitative apporte une mesure empirique et comparative des tendances criminelles. L'exploitation de statistiques policières et judiciaires permet de quantifier les mutations sécuritaires et d'établir des corrélations entre les politiques adoptées et leur impact réel.

2. Pertinence de la méthode systémique

L'approche systémique constitue le cadre conceptuel dominant de cette recherche. Elle repose sur plusieurs principes fondamentaux :

- Vision holistique : La sécurité est abordée comme un système ouvert, influencé par des facteurs socioéconomiques et politiques, dont les interactions définissent les réponses institutionnelles.
- Interdépendance des éléments : Les interactions entre citoyens, forces de l'ordre et décideurs politiques sont examinées à travers un schéma circulaire, où chaque action déclenche une série de réactions en chaîne modifiant l'équilibre du système.

3. Application empirique à Bukavu

L'application de cette méthodologie dans le contexte urbain de Bukavu permet une identification précise des enjeux :

- Cartographie des acteurs : L'interaction entre les forces de sécurité, les autorités, les ONG et les citoyens révèle des zones de coopération et de tension, influençant l'efficacité des dispositifs de gouvernance.
- Évaluation des stratégies sécuritaires : Les mesures mises en œuvre (patrouilles, couvre-feux, tribunaux itinérants) sont confrontées aux dynamiques sociales et institutionnelles, permettant d'identifier les limites et ajustements nécessaires.
- Corrélation entre perception sécuritaire et politiques publiques : L'analyse du feedback citoyen met en évidence les lacunes dans la communication institutionnelle et souligne l'importance de l'adhésion communautaire aux dispositifs sécuritaires.

Cadre Théorique

Le cadre théorique repose sur deux approches principales pour analyser l'insécurité à Bukavu.

Premièrement, la *Théorie de l'État Défaillant*⁹ permet de comprendre les faiblesses institutionnelles contribuant à l'insécurité. Cette théorie met en évidence l'incapacité des institutions à remplir leurs fonctions régaliennes, notamment en matière de sécurité publique et de justice.¹⁰ Elle souligne aussi les dysfonctionnements des autorités publiques, que ce soit au niveau local ou central, dans la coordination des politiques sécuritaires. En conséquence, ces lacunes entraînent une perte de confiance des citoyens envers l'État, l'érosion de l'autorité publique, et le développement d'initiatives communautaires en réponse à ces carences.

Deuxièmement, la *théorie du Triangle Sécuritaire*, développée par Munguakonkwa Matabishi,¹¹ propose une approche participative de la sécurité. Ce modèle insiste sur la collaboration active entre les forces de l'ordre, les leaders communautaires et les citoyens pour prévenir la criminalité. Il met aussi en avant l'importance de l'interconnexion entre les autorités politico-administratives, les organisations non-étatiques et les citoyens dans la construction d'une sécurité inclusive et durable.

Ces théories offrent une analyse multidimensionnelle et participative des données. Elles permettent d'identifier les facteurs institutionnels, sociaux et économiques à l'origine de la criminalité, tout en ouvrant des perspectives pour une gouvernance sécuritaire plus efficace, adaptée au contexte local.

La structuration de cette étude s'organise en trois parties : la première établit un cadre théorique et une revue critique de la littérature sur la criminalité urbaine et la gouvernance sécuritaire. La deuxième partie analyse les données empiriques et méthodologiques, mettant en évidence les facteurs institutionnels et sociaux sous-jacents. Enfin, la troisième partie discute les résultats et propose des recommandations stratégiques pour renforcer les dispositifs sécuritaires et institutionnels dans la ville de Bukavu.

⁹ Serge Sur, « Le recours à la force dans l'affaire du Kosovo et le droit international », *Les notes de l'IFRI*, no. 22, 2000, p. 13.

¹⁰ L'une des conséquences notables de ce processus est la militarisation de la vie politique, tant au niveau national, qu'au niveau local. Voir, par exemple, Sergiu Mișcoiu, « Les militaires au pouvoir en Afrique : un champ scientifique en perpétuelle évolution », dans Hygin Kakaï, Sergiu Mișcoiu (dir.), *Militarisation de la vie politique en Afrique : frontières et distance avec la démocratie*, Cluj-Napoca : Casa Cărții de Știință, 2026, pp. 15-33.

¹¹ M. Munguakonkwa Matabishi, *Manuel du civisme sécuritaire et de la sécurité communautaire*, Goma: Smart Publishing, 2023, pp. 72-77.

Données et analyse quantitative des meurtres à Bukavu (2018-2024)

Entre 2018 et 2024, les données disponibles montrent une dynamique fluctuante des meurtres à Bukavu, comme illustré dans les rapports locaux des institutions judiciaires et de sécurité.¹² Le tableau suivant synthétise les informations clés :

Année	Nombre de meurtres	Interventions majeures	Résultats observés
2018	78	Patrouilles renforcées	Effet temporaire mais positif initial.
2019	85	Bouclages policiers et contrôles	Hausse à long terme.
2020	62	Patrouilles nocturnes et arrestations ciblées	Forte baisse temporaire.
2021	74	Relâchement des patrouilles post-COVID	Hausse due au relâchement.
2022	82	Tribunaux mobiles pour jugements rapides	Impact limité par corruption.
2023	69	Mesures communautaires renforcées	Réduction grâce à collaboration locale.
2024	76	Relâchement des efforts	Légère hausse, initiatives essoufflées.

Interprétation des tendances

1. **Hausse (2018-2019)** : La tendance initiale est principalement liée au déficit structurel des forces de sécurité locales. Les équipements insuffisants et la mauvaise coordination entre institutions ont permis à des réseaux criminels de s'organiser plus facilement.
2. **Baisse significative (2020)** : L'intensification des mesures, telles que les arrestations ciblées et les patrouilles nocturnes, a perturbé temporairement les réseaux criminels, montrant un impact direct et visible des interventions sécuritaires bien planifiées.
3. **Relâchement (2021-2022)** : Les conséquences socio-économiques de la pandémie de COVID-19, combinées à un relâchement des dispositifs sécuritaires, ont entraîné une résurgence des meurtres. La lenteur des réformes structurelles a exacerbé cette situation.

¹² Rapports annuels des Parquets, Cours et Tribunaux civils et militaires du Sud-Kivu.

4. **Collaborations communautaires (2023)** : Une légère réduction des meurtres a été observée, résultant des initiatives locales impliquant directement les citoyens dans la surveillance et la prévention. Ces efforts marquent un tournant vers des approches participatives efficaces.
5. **Essoufflement des initiatives (2024)** : Les résultats montrent une défaillance dans le maintien des gains obtenus en 2023. La diminution des ressources financières et humaines a contribué à une légère hausse des meurtres, indiquant la nécessité de pérenniser les interventions.

Répartition géographique des meurtres et analyse des zones à risque

La répartition de cas des meurtres dans la ville de Bukavu montre des disparités importantes entre ses communes. Certains quartiers se démarquent par une fréquence élevée des crimes, souvent due à des conditions de vie difficiles et un faible niveau de sécurité.

Dans la commune de Kadutu, les quartiers comme Nkafu et Mosala, très peuplés, sont fortement touchés. Ces zones présentent de nombreux problèmes tels que la pauvreté, une urbanisation désordonnée, et un manque d'éclairage public. Ces conditions facilitent les actes criminels, souvent motivés par le chômage et l'absence d'opportunités pour les jeunes.

Dans la commune de Bagira, les quartiers Ciriri, Cikonyi et Mulwa connaissent également une forte criminalité. Ces zones en périphérie souffrent d'une faible présence policière et d'un manque d'infrastructures. Ici, les meurtres sont souvent liés à des conflits domestiques ou des actes impulsifs, aggravés par des tensions sociales.

Quant à la commune d'Ibanda, le quartier Ndendere et les avenues Mukukwe et Muhungu, plus centrales, connaissent une insécurité différente. Ces zones, qui abritent commerces et habitations relativement aisées, attirent des criminels en quête de cibles économiques. Les crimes y sont souvent prémédités, tels que des braquages ou des attaques contre des commerçants.

Enfin, le quartier de Panzi, en périphérie, est très vulnérable. Avec peu de surveillance policière et une absence quasi totale d'éclairage public, ces lieux sont fréquemment utilisés par des groupes criminels armés opérant depuis les zones rurales proches.

Les principales causes de cette répartition géographique des meurtres incluent la pauvreté, le chômage, le manque d'infrastructures sécuritaires comme l'éclairage et les postes de police, ainsi qu'une faible coordination entre les forces de l'ordre et les communautés. Ces facteurs aggravent l'insécurité dans les quartiers à haut risque, tout en poussant les habitants à chercher des solutions alternatives comme la justice populaire¹³.

Profils sociologiques des auteurs

Les profils sociologiques des auteurs des meurtres à Bukavu révèlent une stratification criminologique complexe, étroitement liée aux dynamiques socio-économiques et institutionnelles de l'espace urbain. Quatre typologies principales émergent :

1. **Jeunes marginalisés** : Constituant une majorité notable, cette catégorie inclut des individus âgés de 18 à 35 ans, marginalisés par les défaillances structurelles telles que le chômage chronique, la pauvreté et l'exclusion sociale. Ces facteurs les incitent à adopter des stratégies de survie ou des comportements déviants pour accéder à une reconnaissance sociale, exposant ainsi l'impact des inégalités socio-économiques sur la criminalité urbaine.
2. **Membres de gangs organisés** : Ces acteurs criminels évoluent au sein de groupes structurés, tels que les Finders et les Popo-popo, caractérisés par des hiérarchies internes et une organisation stratégique. En exploitant les failles institutionnelles, ils renforcent leur emprise sur des territoires spécifiques, illustrant une corrélation entre la criminalité organisée et la fragilité institutionnelle.
3. **Criminels opportunistes** : Isolés et non affiliés à des structures criminelles, ces individus agissent de manière sporadique, souvent motivés par des rivalités interpersonnelles, des règlements de comptes ou des impératifs financiers immédiats. Leur comportement met en évidence l'importance des dimensions psychosociales et circonstancielles dans la genèse des actes criminels.
4. **Acteurs armés** : Cette catégorie englobe des membres des forces de sécurité, des milices et d'anciens combattants ayant réinvesti leurs compétences militaires dans des activités criminelles. Leur présence souligne l'effet délétère d'une militarisation urbaine résiduelle et d'une réintégration socio-économique insuffisante des ex-combattants.

¹³ Enquêtes personnelles menées sur le terrain.

Profils sociologiques des victimes

Les dynamiques sociologiques des victimes des meurtres à Bukavu révèlent des schémas complexes enracinés dans les structures sociales et les tensions politiques locales.

D'une part, les victimes de crimes ciblés incarnent souvent des symboles de pouvoir économique ou social, ce qui les rend vulnérables dans un contexte où les inégalités exacerbent les rivalités. Ces individus, choisis pour leur richesse ou leur implication dans des conflits interpersonnels, deviennent des pions dans des luttes de pouvoir plus larges, où la violence est instrumentalisée pour régler des différends ou asseoir une domination.

D'autre part, les leaders communautaires, qu'ils soient chefs d'entreprises, activistes ou figures influentes, se retrouvent au cœur des enjeux de pouvoir. Leur élimination peut être perçue comme une stratégie visant à déstabiliser des réseaux d'influence ou à neutraliser des opposants dans des luttes de pouvoir souvent opaques. Ces meurtres traduisent une politisation de la violence, où les représailles et les luttes pour le contrôle des ressources ou des territoires s'entrelacent avec des ambitions personnelles ou collectives.

Ainsi, les profils des victimes ne sont pas seulement des reflets de leurs statuts individuels, mais aussi des indicateurs des fractures sociales et des tensions politiques qui traversent la région.

Modes opératoires

Les modes opératoires des auteurs de crimes violents sont influencés par une combinaison de facteurs, notamment leurs motivations personnelles et les ressources dont ils disposent. Ces comportements peuvent être classés en plusieurs catégories distinctes :

Premièrement, les attaques nocturnes représentent une stratégie courante. La majorité des homicides sont perpétrés durant la nuit, période où l'obscurité offre une couverture naturelle et où la présence policière est généralement réduite. Ce contexte favorise l'exécution des actes criminels tout en minimisant les risques d'intervention immédiate.

Deuxièmement, l'utilisation d'armes à feu et d'armes blanches est prédominante. Les armes de guerre, les couteaux et les machettes sont fréquemment employés en raison de leur disponibilité et de leur capacité à être utilisées de manière discrète. Ces outils permettent aux auteurs de maximiser l'efficacité de leurs actions tout en restant relativement accessibles.

Troisièmement, la violence impulsive constitue une autre dimension des comportements criminels. Dans certains cas, les homicides sont le résultat de disputes soudaines ou de réactions violentes à des provocations. Ces actes, souvent imprévisibles, reflètent une absence de préméditation et une réponse émotionnelle exacerbée.

Enfin, les stratégies de dissimulation sont fréquemment adoptées par les auteurs pour éviter la détection. Cela inclut l'abandon des corps dans des zones isolées ou la manipulation des scènes de crime afin de masquer les preuves. Ces tactiques visent à compliquer les enquêtes et à retarder l'identification des responsables.

Discussion des résultats

Comparaison des Résultats

L'analyse des résultats obtenus sur les politiques sécuritaires à Bukavu met en évidence des dynamiques contrastées. En comparant les données quantitatives et qualitatives collectées, plusieurs constats émergent:

- **Impact des interventions ciblées** : Les patrouilles renforcées et les arrestations ciblées ont montré un impact initial sur la réduction des meurtres en 2020. Cependant, ces résultats sont à relativiser en raison de leur caractère temporaire, faute d'un suivi structurel et d'une planification à long terme. Comparativement, les années 2021 et 2024 ont révélé une recrudescence des meurtres en l'absence de mécanismes pérennes, notamment une baisse des ressources mobilisées et une désorganisation des acteurs.
- **Approches participatives et leurs limites** : L'implication communautaire, observée notamment en 2023, a permis une légère diminution des crimes grâce à des collaborations locales et des initiatives de patrouilles citoyennes. Cependant, l'absence de cadre formel et d'un soutien institutionnel a limité l'ampleur et la durabilité de ces impacts. Comparée aux initiatives institutionnelles, cette approche a montré une efficacité contextuelle mais reste vulnérable sans coordination.
- **Ressources insuffisantes et disparités locales** : La répartition des réponses sécuritaires varie considérablement entre les zones centrales comme Ibanda et les zones périphériques telles que Kadutu

et Panzi. Les investissements sécuritaires sont déséquilibrés, avec des zones périphériques souvent laissées sans couverture adéquate, accentuant les inégalités et augmentant la criminalité dans ces régions.

- **Efficacité judiciaire limitée** : Les initiatives telles que les chambres foraines ont permis d'accélérer les procès dans certaines zones, mais leur efficacité a été compromise par la corruption et un manque de financement, contribuant ainsi à un sentiment d'impunité chez les criminels.

Facteurs explicatifs de la criminalité : socio-économiques, institutionnels, et psycho-sociaux.

Les facteurs explicatifs de la criminalité dans la ville de Bukavu, qu'elle soit organisée ou non, sont divers et étroitement liés aux dynamiques sociales, économiques, politiques et psychologiques. Ils mettent en lumière les causes profondes qui alimentent ce phénomène.

- **Facteurs socio-économiques**

Les dynamiques socio-économiques jouent un rôle central dans la genèse des phénomènes d'insécurité et de criminalité. En premier lieu, le chômage structurel et le manque d'opportunités économiques favorisent l'émergence d'activités illicites, particulièrement parmi les jeunes et les travailleurs peu qualifiés. Cette marginalisation économique devient un levier puissant de comportements criminels, souvent marqués par la violence.

Ensuite, les inégalités sociales exacerbent les tensions communautaires, créant une fragmentation dans laquelle les groupes économiquement favorisés deviennent des cibles, tandis que la frustration des groupes marginalisés nourrit des pratiques déviantes et délinquantes.

Par ailleurs, l'urbanisation non maîtrisée engendre des espaces périphériques où l'absence de planification et d'infrastructures crée des environnements favorables à l'anarchie sociale et criminelle. Ces zones urbaines précaires sont souvent caractérisées par une absence criante de surveillance institutionnelle et sécuritaire.

Enfin, la prévalence de la toxicomanie amplifie les défis sécuritaires en poussant les individus dépendants vers des comportements violents ou criminels destinés à financer leurs addictions, contribuant ainsi à l'escalade de l'insécurité générale..

- **Facteurs institutionnels**

Les facteurs institutionnels influençant la criminalité révèlent des failles critiques dans la structure et le fonctionnement des acteurs sécuritaires, administratifs et judiciaires. La faiblesse des institutions chargées de la sécurité, caractérisées par un équipement insuffisant et une formation inadéquate des forces de l'ordre, compromet leur capacité à prévenir et réprimer efficacement les actes criminels. De plus, la corruption au sein de ces mêmes institutions érode la confiance publique, aggravant les dysfonctionnements.¹⁴

La prolifération des armes légères et lourdes, souvent alimentée par des conflits armés régionaux, constitue un catalyseur majeur de violences, notamment les homicides et les règlements de comptes. Par ailleurs, l'inertie administrative, marquée par un manque de coordination entre les autorités politico-administratives et les forces de sécurité, ainsi que l'absence de stratégies adaptées, entrave une gestion proactive et intégrée des problématiques criminelles.

Enfin, le phénomène d'impunité, exacerbé par des retards dans les procédures judiciaires ou des pratiques de corruption, amplifie le sentiment d'injustice parmi les citoyens. Cette situation pousse certains individus à adopter des recours extrajudiciaires, tels que la justice populaire ou des actions violentes, menaçant davantage la stabilité sociale et institutionnelle

- **Facteurs psycho-sociaux**

Les dynamiques psycho-sociales agissant sur la criminalité peuvent être analysées à travers plusieurs dimensions interconnectées. Tout d'abord, les traumatismes engendrés par les conflits armés laissent des traces psychologiques profondes au sein de la population. Ces expériences de violence banalisent les comportements agressifs,

¹⁴ Phidias Ahadi S. M., *État de l'État africain : des déficiences fonctionnelles aux perspectives d'un horizon possible*, Paris : L'Harmattan, 2019.

favorisant une tolérance accrue envers les actes criminels. Ensuite, la criminalité juvénile émerge comme une problématique majeure, alimentée par la marginalisation des jeunes et la prolifération des enfants des rues, souvent organisés en gangs pour faire face à un environnement socio-économique hostile. Cette situation exacerbe les phénomènes de violence.

Par ailleurs, la fragmentation sociale joue un rôle crucial. La méfiance généralisée entre les différentes communautés, ainsi qu'à l'égard des institutions étatiques, affaiblit la coopération nécessaire pour endiguer la criminalité, tout en renforçant les clivages sociaux. Enfin, le déficit éducatif constitue un facteur aggravant : l'analphabétisme et le faible accès à une éducation de qualité entravent l'intégration des jeunes dans des cadres normatifs et légitimes, les exposant davantage aux comportements délinquants.

Limites des stratégies actuelles

Les stratégies actuelles mises en œuvre pour lutter contre la criminalité urbaine et améliorer la sécurité à Bukavu présentent plusieurs limites structurelles et contextuelles. Voici une analyse des principales faiblesses :

1. Manque de coordination entre les acteurs

Il existe un déficit notable dans la coordination entre les forces de sécurité (Police Nationale Congolaise, FARDC) et les autorités politico-administratives. Les stratégies sont souvent élaborées de manière cloisonnée, ce qui entraîne des interventions fragmentées et inefficaces. Par ailleurs, la collaboration avec les acteurs non étatiques, tels que les ONG et les comités locaux, est insuffisante, limitant l'impact des efforts communautaires.

2. Faiblesse des moyens logistiques et financiers

Les forces de sécurité sont mal équipées et sous-financées. Le manque de véhicules, d'équipements modernes et de systèmes de communication affecte directement leur capacité à intervenir efficacement. Ce manque de moyens se reflète également dans l'incapacité de garantir une présence policière suffisante, notamment dans les quartiers périphériques et zones à haut risque.

3. Corruption et manque de professionnalisme

La corruption au sein des services de sécurité et de la justice est un obstacle majeur. Les pots-de-vin et les collusions avec les criminels sapent la confiance de la population et alimentent un sentiment d'impunité. De plus, la formation insuffisante des agents de sécurité et leur faible rémunération contribuent à une gestion inadéquate des crises et des opérations sécuritaires.

4. Méfiance entre la population et les autorités

Une méfiance mutuelle règne entre la population et les forces de l'ordre. Les habitants perçoivent souvent la police comme inefficace, corrompue, voire complice des criminels. Cela entraîne une réticence à signaler les crimes ou à collaborer, limitant les efforts de prévention et de répression.

5. Approche réactive et non proactive

Les stratégies actuelles sont principalement réactives, se concentrant sur la répression des crimes après qu'ils se soient produits. Cette approche néglige les mesures de prévention à long terme, telles que la réinsertion socio-économique des jeunes, la lutte contre les causes structurelles (chômage, pauvreté) et l'amélioration des infrastructures urbaines.

6. Inadéquation des politiques publiques sécuritaires

L'inadéquation des politiques publiques sécuritaires résulte d'une incapacité à intégrer les spécificités locales et les besoins contextuels des communautés dans leur élaboration et mise en œuvre. En effet, ces politiques s'appuient souvent sur une approche homogène et centralisée, ignorant les particularités des réalités socio-économiques et des dynamiques criminelles propres aux zones périphériques. Cette dichotomie entre les stratégies déployées et les contextes locaux fragilise l'efficacité des mesures sécuritaires, amplifiant les vulnérabilités dans les périphéries tout en renforçant les disparités avec les quartiers centraux.

7. Insuffisance des infrastructures sécuritaires

Le manque d'éclairage public, de postes de police de proximité et de technologies avancées (vidéosurveillance, reconnaissance faciale) dans les zones à risque nuit à l'efficacité des dispositifs sécuritaires et limite la prévention.

Conclusions et recommandations

La gouvernance sécuritaire locale à Bukavu est marquée par une interdépendance complexe de facteurs socio-économiques, institutionnels, politiques et psychosociaux, révélant des dysfonctionnements structurels qui fragilisent l'ordre public. Ces défis trouvent leurs racines dans une fragmentation sociale exacerbée par une urbanisation incontrôlée et un cadre institutionnel inadéquat, reflétant un État défaillant incapable de remplir efficacement ses fonctions régaliennes.

Les données statistiques sur les meurtres entre 2018 et 2024 illustrent non seulement les lacunes des politiques sécuritaires, mais aussi l'impact corrosif de la corruption endémique et de la précarité économique sur la capacité de l'État à garantir une sécurité durable. Les quartiers comme Kadutu, Bagira et Panzi se distinguent comme des espaces de vulnérabilité critique, où l'absence d'infrastructures sécuritaires et la concentration élevée de jeunes sans emploi engendrent un terreau fertile pour des formes organisées de criminalité urbaine.

Sur le plan institutionnel, la désorganisation de la Police Nationale Congolaise et des tribunaux locaux reflète un déficit de gouvernance qui alimente une dynamique d'impunité et de méfiance vis-à-vis des autorités publiques. La persistance des meurtres trouve également des explications dans la prolifération des armes à feu, la marginalisation socio-économique et les tensions interpersonnelles se traduisant par des règlements de comptes. Ces dynamiques mettent en lumière la nécessité d'une réforme institutionnelle ambitieuse, fondée sur la restauration de la légitimité des forces de l'ordre et le renforcement du contrat social entre l'État et ses citoyens.

En définitive, la criminalité urbaine organisée à Bukavu s'inscrit dans une configuration systémique où les interactions entre les acteurs sociaux, les institutions et les pratiques politiques nécessitent une approche holistique. Celle-ci devrait intégrer une gouvernance inclusive et participative, alignée sur une vision stratégique visant à redéfinir les relations entre sécurité et développement.

Recommandations

Pour une amélioration durable de la gouvernance sécuritaire et une réduction significative de la criminalité à Bukavu, les recommandations suivantes sont formulées :

1. Renforcement des Institutions Sécuritaires

La réduction de la criminalité et le renforcement de la sécurité communautaire passent par des infrastructures adaptées. Premièrement, l'optimisation des aménagements publics, comme l'éclairage et les caméras de surveillance, améliore la visibilité nocturne et facilite les interventions en temps réel. Deuxièmement, l'institutionnalisation de la proximité sécuritaire avec des postes de police dans les zones à risque garantit une présence constante des forces de l'ordre. Cela renforce la confiance des habitants et permet des réactions rapides face aux incidents, contribuant globalement à une meilleure sécurité dans les zones vulnérables.

2. Développement des Infrastructures Sécuritaires

Le développement des infrastructures sécuritaires est crucial pour réduire la criminalité et renforcer la sécurité communautaire dans les zones vulnérables. Deux stratégies principales émergent :

- Optimisation des aménagements publics : L'installation de systèmes d'éclairage public diminue les opportunités criminelles en améliorant la visibilité nocturne, tandis que les caméras de surveillance permettent un suivi en temps réel, facilitant les interventions et les enquêtes.
- Institutionnalisation de la proximité sécuritaire : L'implantation de postes de police dans les quartiers à haut risque assure une présence constante des forces de l'ordre, renforçant la confiance des habitants et favorisant une réaction rapide face aux incidents.

3. Sécurité Participative et Collaboration : une approche intégrée

La mise en place de comités locaux de sécurité réunissant les forces de l'ordre, les leaders communautaires et les citoyens constitue une démarche stratégique visant à institutionnaliser des mécanismes de sécurité de proximité, tels que les patrouilles nocturnes. Ce dispositif favorise non seulement une surveillance collective, mais consolide également la coopération entre les parties

prenantes locales. Par ailleurs, le renforcement des liens de confiance entre les communautés et les forces de l'ordre est essentiel. Cela peut être réalisé par le biais de campagnes de sensibilisation ciblées, mettant l'accent sur la transparence institutionnelle et une communication proactive. Une telle approche s'inscrit dans une logique d'amélioration durable des relations civilo-policières, tout en jetant les bases d'un climat de sécurité participative et pérenne.

4. Politiques Publiques Inclusives

Les politiques publiques inclusives en sécurité urbaine doivent s'appuyer sur des stratégies préventives basées sur des mécanismes socio-économiques et éducatifs. La création d'emplois pour les jeunes et le développement de programmes éducatifs ciblés sont essentiels pour réduire les vulnérabilités et renforcer l'autonomie. L'approche participative, intégrée à toutes les phases des politiques sécuritaires, garantit l'appropriation citoyenne, renforçant la légitimité et l'efficacité des actions. Ce processus favorise la co-construction et la transparence, transformant ainsi les dynamiques institutionnelles. En consolidant la confiance entre acteurs publics et communautés locales, ces politiques participatives peuvent durablement améliorer la sécurité urbaine.

5. Répression et Prévention des Meurtres

Lutter contre la prolifération des armes à feu nécessite des opérations régulières de contrôle et de confiscation, ciblant les circuits illégaux pour limiter leur accès. En parallèle, des programmes de réinsertion sociale pour les démobilisés et jeunes à risque doivent être mis en œuvre. Ces initiatives incluront un soutien éducatif, économique et psychologique, favorisant leur intégration durable. Une approche intégrée reliant actions répressives et préventives, soutenue par une coordination interinstitutionnelle, est essentielle pour réduire les meurtres et renforcer la sécurité communautaire.

6. Instauration d'un Système de Surveillance Technologique

L'instauration de technologies modernes, telles que la reconnaissance faciale et les réseaux de vidéosurveillance, renforce la capacité à identifier les auteurs d'actes criminels tout en améliorant le suivi des infractions. Cependant, ces systèmes soulèvent des questions éthiques, juridiques et psycho-sociales, nécessitant des cadres réglementaires clairs pour éviter les

abus. Leur efficacité repose sur une évaluation continue des impacts socio-économiques et un dialogue communautaire qui garantit leur acceptabilité. Une approche intégrée permet de concilier sécurité publique et protection des libertés individuelles tout en optimisant leur potentiel opérationnel.

7. Réforme du Système Judiciaire

La réforme du système judiciaire exige des actions pour améliorer les délais de traitement des affaires criminelles, notamment par la digitalisation, la formation continue, et la lutte contre la corruption via des contrôles indépendants et des sanctions. Il est également crucial de renforcer l'accès à la justice dans les zones périphériques grâce aux chambres foraines, mobiles et connectées à un réseau centralisé. Ces initiatives visent à rendre la justice plus rapide, équitable et accessible à tous, tout en renforçant la confiance des communautés envers les institutions judiciaires.

Bibliographie :

I. Textes de lois

1. Code pénal congolais du 30 janvier 1940 tel que modifié et complété à ce jour.
2. Constitution de la République Démocratique du Congo du 18 février 2006 telle que modifiée à ce jour.

II. Livres et chapitres

3. Ahadi, Phidias S. M. (2019), *État de l'État africain : des déficiences fonctionnelles aux perspectives d'un horizon possible*, Paris : L'Harmattan.
4. Asia, Essia (2012), *Manuel de méthodologie en recherche en sciences sociales*, Kisangani : Presses Universitaires de Kisangani.
5. Kenge Mukinayi, Dominique; Mișcoiu, Sergiu (2020), « Rétroactes sur le conflit congolais (RDC) et regards sur ses causes » dans *Studia Universitatis Babeș-Bolyai. Studia Europaea*, no. 2, 105-132.
6. Mișcoiu, Sergiu (2026), « Les militaires au pouvoir en Afrique : un champ scientifique en perpétuelle évolution », dans Kakaï, Hygin, Mișcoiu, Sergiu (dir.), *Militarisation de la vie politique en Afrique : frontières et distance avec la démocratie*, Cluj-Napoca : Casa Cărții de Știință, 15-33.
7. Munguakonkwa Matabishi, M. (2023), *Manuel du civisme sécuritaire et de la sécurité communautaire*, Goma : Smart Publishing.

8. Urs, Andreea Bianca; Mișcoiu, Sergiu (2021), « De la continuité à la rupture : une analyse discursive de la présidence de Félix Tshisekedi (RDC) », dans Mișcoiu, Sergiu, Pop-Flanja, Delia (dir.), *Communication de crise et résolution des conflits en Afrique francophone*, Cluj-Napoca : Casa Cărții de Știință, 11-28.

III. Articles des revues

9. Karume Lugerero, Dieudonné (2021), « Police scientifique et enquêtes criminelles dans un contexte d'insécurité urbaine dans une ville de la République Démocratique du Congo » dans *Revue internationale de criminologie et de police technique et scientifique*, no. 4, 17-34.
10. Sur, Serge (2000), « Le recours à la force dans l'affaire du Kosovo et le droit international » dans *Les notes de l'IFRI*, no. 22.

IV. Rapports et études

11. Lagrange, Marie et Vircoulon, Thierry (2021), « Criminels ou justiciers ? Les Kuluna, gangs de République Démocratique du Congo », Genève : Global Initiative, pp. 3-15.
12. Thill, Marc (2019), « Un système d'insécurité : comprendre la violence et la criminalité urbaine à Bukavu », Londres : Rift Valley Institute, 17-59.
13. Tsumbu Gboro, Jean ; Kisembo Bitamara, Augustin et Sefu, Touré Maliaka (2021), « Gouvernance territoriale à l'épreuve des violences des groupes armés dans la province de l'Ituri-République Démocratique du Congo », octobre.
14. Verweijen, Judith (2019), « Villes violentes, société violente : analyser la violence urbaine dans l'Est du Congo », Londres : Rift Valley Institute, 19-65.

V. Sources institutionnelles et de terrain

15. Rapports annuels des Parquets, Cours et Tribunaux civils et militaires du Sud-Kivu.
16. Enquêtes personnelles.

